



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations  
du Rhône

Lyon, le

22 JAN. 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106 rue Pierre Corneille  
69419 - Lyon Cedex 03

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS

Tél : 04 72 61 64 54

Fax : 04 72 61 64 26

E-mail : veronique.chappuis@rhone.pref.gouv.fr

### ARRETE

**portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation présentée par la SOCIETE SLBR (SOCIÉTÉ LYONNAISE et BRESSANE DE RECHAPAGE) en vue d'exploiter, à titre de régularisation, un dépôt de pneus usagés destinés au rechapage, ZI Les Troques à CHAPONOST**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-2, R 512-14 à R 512-18 et R 123-1 à R 123-23 ;

VU la demande d'autorisation présentée le 31 mars 2009 complétée le 16 juillet 2009 par la SOCIETE SLBR (SOCIÉTÉ LYONNAISE et BRESSANE DE RECHAPAGE) en vue d'exploiter, à titre de régularisation, un dépôt de pneus usagés destinés au rechapage, ZI Les Troques à CHAPONOST (activités visées par la rubrique n° 98bis.B1° de la nomenclature des installations classées) ;

VU l'avis technique de classement en date du 23 novembre 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la décision en date du 8 décembre 2009 du président du tribunal administratif de Lyon, désignant M. Claude FOURNIER en qualité de commissaire enquêteur ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

...

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il sera procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par les textes susvisés, sur la demande d'autorisation présentée par la SOCIETE SLBR (SOCIÉTÉ LYONNAISE et BRESSANE DE RECHAPAGE), personne morale responsable du projet, en vue d'exploiter, à titre de régularisation, un dépôt de pneus usagés destinés au rechapage, ZI Les Troques à CHAPONOST.

Des informations peuvent être sollicitées auprès de l'entreprise mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Cette enquête se déroulera pendant un mois, du *1er mars 2010* au *1er avril 2010* inclus.

**ARTICLE 3** : Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée pourra consulter le dossier, comprenant une étude d'impact, à la mairie de CHAPONOST aux jours et heures d'ouverture au public.

**ARTICLE 4** : M. Claude FOURNIER colonel, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, sera présent à la mairie de CHAPONOST, les lundi 1er mars 2010 de 9h à 12h, mardi 9 mars de 14h30 à 17h30, jeudi 18 mars de 14h30 à 17h30, mardi 23 mars de 9h à 12h et jeudi 1er avril 2010 de 14h30 à 17h30.

**ARTICLE 5** : Les observations formulées devront être :

- consignées sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de CHAPONOST,
- ou annexées à ce registre si elles sont remises par écrit ou adressées par lettre.

**ARTICLE 6** : Un avis au public, destiné à annoncer l'ouverture de l'enquête, sera affiché, aux frais du demandeur, par les soins du maire de CHAPONOST, ainsi que du maire de la commune de SAINT-GENIS-LAVAL.

Cet affichage aura lieu quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée en mairies précitées ainsi que dans un rayon de 0,5 km autour de l'établissement concerné.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires susmentionnés.

Cette enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 7** : Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoquera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites ou orales consignées dans le procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de douze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur enverra au préfet (direction départementale de la protection des populations) le dossier de l'enquête comprenant le registre accompagné des observations, ainsi que son rapport et ses conclusions motivées, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse.

Ce dossier sera mis à la disposition du public à la mairie d'implantation de l'installation pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation est le préfet du Rhône.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et les maires des communes de CHAPONOST et SAINT-GENIS-LAVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au commissaire enquêteur et une autre notifiée à l'exploitant.

Lyon, le 22 JAN. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet  
et Secrétaire Général  
Rene BIDAL

100